

# Synthèse des comptes administratifs 2020 consolidés (Annexe n°1)

## Sommaire:

Introduction: Contexte

- I. La structure des comptes administratifs 2020 consolidés
- II. La déclinaison par politique publique

## Les retraitements mis en œuvre afin d'assurer la comparabilité des exercices

La Métropole Européenne de Lille (MEL) et la Communauté de Communes de la Haute Deûle (CCHD) ont fusionné le 14 mars 2020. Des comptes administratifs (CA) ont été adoptés lors du Conseil Métropolitain du 21 juillet 2020 pour chacune des 2 entités pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 13 mars 2020.

Afin d'assurer la comparabilité entre les réalisations 2020 et celles de l'exercice précédent, la première partie de ce rapport consolidé présente une année 2020 reconstituée qui additionne les CA 2020 de la MEL de la première (du 1er janvier au 13 mars) et de la seconde période (14 mars au 31 décembre). Le CA 2019 a par ailleurs été retraité pour intégrer également dans un périmètre cohérent la prise en compte du changement du mode contractuel avec TRISELEC et la neutralisation des opérations comptables liées à la fusion en cours d'exercice (qui a nécessité des écritures comptables équilibrées en dépenses et en recettes en section de fonctionnement du fait des apurements précoces des rattachements 2019). Le CA 2019 retraité intègre donc les éléments suivants :

### En dépenses de fonctionnement

	Opérations comptables liées à la fusion (rattachements)	CCHD	Changement de mode contractuel triselec	Total
Budget général	21 118 217	7 890 451	4 000 000	33 008 668
Budget transport	13 163 637			13 163 637
Budget assainissement	3 714 090	266 925		3 981 015
Budget eau	0	50 000		50 000
Budget crématorium	85 681			85 681
Budget AIE	303 093			303 093
Budget OPA				0
TOTAL	38 384 719	8 207 376	4 000 000	50 592 095

### En recettes de fonctionnement

	Opérations comptables liées à la fusion (rattachements)	CCHD	Changement de mode contractuel triselec	Total
Budget général	21 118 217	9 838 925	4 000 000	34 957 142
Budget transport	13 163 637			13 163 637
Budget assainissement	3 714 090	315 397		4 029 487
Budget eau	0	250 149		250 149
Budget crématorium	85 681			85 681
Budget AIE	303 093			303 093
Budget OPA				0
TOTAL	38 384 718	10 404 471	4 000 000	52 789 189

# Une année 2020 marquée par la crise sanitaire

			dépe	nses	rece	ttes
:hématique	Axe	type de dépense	fonctionnement	investissement	fonctionnement	investisseme
Soutien au CHR			0,6 M€			
	Achat de masques gels et autres fo	urnitures, *	1,6 M€	0,0 M€	0,1 M€	
Protection des agents de la MEL et	Fournitures COVID aux communes	-mutualisation MEL	0,6 M€		0,6 M€	
mutualisation avec les communes	Prime Covid19		0,8 M€			
	Autres dépenses		0,1 M€	0,2 M€		
	Exonérations de loyers		0,4 M€		-2,9 M€	
	Différé avances remboursables					-0,2 M€
Diam diamento	Relèvement du taux d'avance des r	marchés publics		1,5 M€		
Plan d urgence			0,5 M€			
		précarité	0,1 M€			
			0,5 M€			
		Fonds de rebond pour l'économie				
	Axe 1 : Une mobilisation générale	de proximité	12,4 M€	1,1 M€		
	1					
	proximité, coeur économique					
	métropolitain, pour soutenir les					
Plan de relance	entreprises et accompagner les					
	transitions écologiques et sociales	autres dépenses	0,8 M€			
	Axe 2 : Une stratégie de reprise qui	i s'annuia sur la logament				
	l'aménagement et la construction	is appule sur le logement,		1,0 M€		
			0,2 M€	1,01110		
	Aménagements réversibles modes	doux	0,2 0	0,2 M€		
	·				-8,7 M€	
	Recettes tarifaires- CSP transports				-35,4 M€	
	Recettes parcs de stationnement				-12,9 M€	
Plan de relance touristiqu Aménagements réversibl Versement mobilité Recettes tarifaires- CSP tr Recettes parcs de station Suspension recettes pisci	Suspension recettes piscine et pati	noire			-0,1 M€	
	Recettes des espaces naturels mét				-1,0 M€	
	recettes des déchetteries	7			-0,7 M€	
	Taxe de séjour				-2,2 M€	
	Degrèvement de CFE		2,4 M€			
TOTAL			20,9 M€	4.0 M€	-63,1 M€	-0,2 M€

<sup>\*</sup>la recette de l'Etat a été perçue en 2021

			rece	ttes
			fonctionnement	investissement
Aides de l'Etat	Aide pour pertes de recettes fiscales et domaniale: 7,4M€- montant définitif total non notifié à ce jour- et 4M€)**	- estimé entre 3	3 à 4M€	
	Avance remboursable sur budget transports (taux z		55,8 M€	
			3 à 4M€	55,8 M€

<sup>\*\*</sup> en intégrant le remboursement estimé sur 2021 (montant non notifié par l'Etat à la date de rédaction du rapport)

La crise sanitaire de la COVID-19 a sensiblement impacté les finances de la MEL par le biais à la fois de pertes de recettes (estimées à plus de 63M€) et des dépenses supplémentaires nécessaires pour poursuivre la réalisation des services publics métropolitains et pour accompagner le territoire, les entreprises et le centre hospitalier. Ces dépenses ont ainsi représenté environ 25M€.

Il convient d'indiquer que les données chiffrées présentées correspondent aux dépenses et aux pertes de recettes comptablement identifiables. Il s'agit d'une approche qui minore l'impact financier réel de la crise pour la MEL. En effet, certains effets ne peuvent être recensés (impacts non identifiables comptablement dans les dépenses de travaux, ...) et d'autres ne vont se matérialiser qu'à compter de 2021 : demandes indemnitaires des concessionnaires de service public, pertes sur certaines recettes qui vont se poursuivre sur 2021 et les années suivantes (recettes des transports,...) ou débuter en 2021 (CVAE,...).

L'impact financier total pour la MEL est ainsi de 88,2M€.

La MEL a reçu de l'Etat une aide nette de 3 à 4M€ en section de fonctionnement et une avance remboursable (prêt à taux zéro à rembourser avant 2031) de 55,8M€.

## Un compte administratif consolidé de 1 692 M€

### **LES MASSES BUDGETAIRES 2020**

Le compte administratif (CA) 2020 de la MEL se caractérise par :

- Une dégradation de l'épargne brute de 70,2 M€ en conséquence de la crise sanitaire avec des recettes de gestion en diminution de 45,4 M€ et des dépenses de gestion en hausse de 20,8 M€. De plus, les frais financiers sont en augmentation de 4 M€ (du fait d'opérations comptables s'inscrivant dans le processus d'amélioration de la qualité comptable),
- Une contraction des dépenses d'équipement : 352 M€ soit -96 M€ par rapport au CA 2019. Il s'agit d'une conséquence du contexte de crise sanitaire qui a impacté les chantiers en cours.
- Une hausse du recours à l'emprunt : +71
   M€ /CA 2019 dont 55,8M€ au titre de l'avance remboursable à taux zéro de l'Etat.
   Sur 2020, l'encours de dette a ainsi augmenté de 29 M€ pour s'établir à 1 402
   M€ à fin 2020.

En conséquence de la dégradation de l'épargne, la capacité de désendettement est en hausse pour atteindre 4,7 années.

LLS MASSES BODGETAINES 2020										
BUDGETS CONSOLIDES	CA 2019 CA 2019 retraité		CA 2020	Evolution CA 2020 / CA 2019 retraité						
				en M€	en %					
TOTAL RECETTES DE GESTION	1 492,3 M€	1 544,8 M€	1 499,4 M€	-45 M€	- 2,9%					
					,					
Dépenses de gestion	1 084,8 M€	1 134,7 M€	1 155,5 M€	+20,8 M€	+ 1,8%					
EPARGNE DE GESTION	407,5 M€	410,1 M€	343,9 M€	-66 M€	- 16,1%					
EPARGNE DE GESTION	407,5 IVIE	410,1 IVIE	343,9 IVIE	-DO IVIE	- 10,1%					
Frais financiers nets	41,0 M€	41,5 M€	45,5 M€	+4,0 M€	+ 9,6%					
			·							
EPARGNE BRUTE	366,5 M€	368,7 M€	298,5 M€	-70,2 M€	- 19,0%					
					. 2 40/					
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 126,2 M€	1 176,8 M€	1 201,3 M€	+24 M€	+ 2,1%					
Capital de la dette	126,8 M€	126,8 M€	138,6 M€	+12 M€	+ 9,3%					
Suprial de la delle	120,0 1416	120,0 1416	130,0 1416	112 IVIC	. 3,3 /0					
EPARGNE NETTE	239,6 M€	241,8 M€	159,9 M€	-82 M€	- 33,9%					
Dépenses d'équipement	447,3 M€	447,3 M€	351,7 M€	-96 M€	- 21,4%					
TOTAL DEDENICES DUNIVESTICS MENT					44.00/					
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	574,2 M€	574,2 M€	490,4 M€	-84 M€	- 14,6%					
Recettes d'équipement	123,6 M€	123,6 M€	99,5 M€	-24 M€	- 19,5%					
resource a equipoment	123,0 1410	123,0 1410	33,3 1410	241010	10,070					
Emprunts	73,9 M€	73,9 M€	99,0 M€	+25 M€	+ 34,0%					
Avance remboursable de l'Etat (recettes transports)			55,8 M€	+56 M€	1					
					. 22 =2/					
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	197,5 M€	197,5 M€	254,3 M€	+57 M€	+ 28,7%					
MASSES BUDGETAIRES GLOBALISEES										
	1 700,4 M€	1 751,0 M€	1 691,6 M€	-59 M€	- 3,4%					
mouvements réels hors provisions										
Taux d'autofinancement sur CA	54%	54%	45%							
Encours de la dette au 31/12	1 372,6 M€	1 372,6 M€	1 401,8 M€							
Capacité de désendettement en CA en années *	3,7	3,7	4,7							
Provisions		, i								
Reprises provisions	1,6 M€ 1,0 M€	1,6 M€ 1,0 M€	11,3 M€ 0,9 M€							
Troprides provisions	1,0 1016	1,0 IVIC	U,J IVIE							

# I. La structure du compte administratif

La MEL gère **7 budgets** (1 principal et 6 annexes) qui s'élèvent à 1 692 M€ en montant consolidé. En agrégé, les dépenses atteignent 1 800 M€. **92** % de ces dépenses sont portées par le budget général et le budget transport.

Le budget général représente 65 % des masses budgétaires de la MEL.

Le budget annexe transport représente 27%.

Le poids du budget assainissement est stable (6 % du budget).

La part des autres budgets (eau, crématoriums, opérations d'aménagement et activités immobilières et économiques ) est de 2%.

CA consolidés (masses réelles) en M€	CA 2010	CA 2019	CA 2020	CA 2020 / CA 2019 retraité		
(masses reelles) en M€ hors ligne de trésorerie et provisions	CA 2019 retraité		CA 2020	Evolution en M€	Evolution en %	
Budget général	1 185,8 M€	1 218,8 M€	1 163,0 M€	-55,8 M€	-4,6%	
Investissement	363,5 M€	363,5 M€	307,2 M€	-56,3 M€	-15,5%	
Fonctionnement	822,3 M€	855,3 M€	855,9 M€	0,5 M€	+ 0,1%	
Transports	483,3 M€	496,5 M€	498,8 M€	2,3 M€	+ 0,5%	
Investissement	133,5 M€	133,5 M€	120,3 M€	-13,2 M€	-9,9%	
Fonctionnement	349,8 M€	363,0 M€	378,5 M€	15,5 M€	+ 4,3%	
Assainissement	102,6 M€	106,6 M€	101,9 M€	-4,7 M€	-4,4%	
Investissement	44,2 M€	44,2 M€	38,0 M€	-6,2 M€	-14,0%	
Fonctionnement	58,4 M€	62,3 M€	63,8 M€	1,5 M€	+ 2,4%	
Autres*	42,6 M€	43,0 M€	36,7 M€	-6,3 M€	-14,7%	
Investissement	34,5 M€	34,5 M€	28,5 M€	-6,0 M€	-17,5%	
Fonctionnement	8,1 M€	8,5 M€	8,2 M€	-0,3 M€	-3,2%	
TOTAL CA AGREGES	1 814,3 M€	1 864,9 M€	1 800,4 M€	-64,5 M€	-3,5%	
Investissement	575,7 M€	575,7 M€	494,0 M€	-81,7 M€	-14,2%	
Fonctionnement	1 238,6 M€	1 289,2 M€	1 306,4 M€	17,2 M€	+ 1,3%	

<sup>\*</sup> Budgets eau, crématorium, opérations d'aménagement, activités immobilières et économiques

TOTAL CA CONSOLIDES	1700,4	1751,0	1691,6	-59,4	-3,4%
Investissement	574,2	574,2	490,4	-83,8	-14,6%
Fonctionnement	1126,2	1176,8	1201,3	24,4	+ 2,1%

Les CA consolidés correspondent à la somme des 7 budgets, retraitée des subventions versées par le budget général aux budgets annexes , des remboursements entre budgets et des écritures de dettes équilibrées



## I. La structure du compte administratif : les recettes de fonctionnement

Les évolutions des recettes constatées au CA 2020 sont impactées par deux évènements : la **fusion** entre la MEL et la CCHD et la **crise sanitaire**.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		CA 2019		Evol	ution
(Hors reprises de provisions)	CA 2019		CA 2020	CA 2020/ CA	2019 retraité
		retraité		en M€	en %
Recettes Fiscales	777,5 M€	783,2 M€	777,2 M€	-6,0 M€	-0,8%
CFE	152,0 M€	152,8 M€	152,3 M€	-0,5 M€	0%
CVAE	98,6 M€	98,9 M€	101,8 M€	+ 2,9 M€	3%
ТН	109,8 M€	111,8 M€	113,8 M€	+ 2,1 M€	2%
TFPNB	2,0 M€	2,1 M€	1,9 M€	-0,1 M€	-6%
IFER	4,6 M€	4,6 M€	4,9 M€	+ 0,3 M€	7%
TEOM	136,4 M€	138,3 M€	141,1 M€	+ 2,9 M€	2%
TASCOM	14,1 M€	14,2 M€	13,3 M€	-0,9 M€	-7%
VERSEMENT MOBILITE (VM)	252,1 M€	252,1 M€	243,5 M€	-8,7 M€	-3%
COMPENSATION VM	2,5 M€	2,5 M€	1,3 M€	-1,2 M€	-47%
Taxe de séjour	4,9 M€	4,9 M€	2,7 M€	-2,2 M€	-46%
TCFE	0,5 M€	0,5 M€	0,0 M€	-0,5 M€	-100%
Autres recettes fiscales		0,6 M€	0,6 M€	/	/
Dotations (y cp FPIC)	365,3 M€	366,7 M€	364,3 M€	-2,4 M€	-0,7%
DGF	219,3 M€	220,3 M€	217,4 M€	-3,0 M€	-1%
Dotations réforme TP (FNGIR, DCRTP)	120,6 M€	120,6 M€	120,3 M€	-0,2 M€	0%
Compensations TH	6,0 M€	6,1 M€	6,5 M€	+ 0,3 M€	5%
Compensation exo cotisation mini CFE	3,5 M€	3,5 M€	3,9 M€	+ 0,4 M€	12%
FPIC	15,1 M€	15,3 M€	15,6 M€	+ 0,3 M€	2%
Autres dotations	0,9 M€	0,9 M€	0,7 M€	-0,2 M€	-26%
Autres recettes de gestion	349,5 M€	394,9 M€	357,9 M€	-37,0 M€	-9,4%
Redevance assainissement	78,6 M€	78,6 M€	79,9 M€	+ 1,4 M€	2%
Recettes tarifaires transport	105,7 M€	105,7 M€	70,3 M€	-35,4 M€	-33%
AC (Dépt et communes)	35,9 M€	36,2 M€	36,2 M€	+ 0,0 M€	0%
Recettes diverses	129,3 M€	136,1 M€	125,7 M€	-10 M€	-8%
Opérations comptables liées à la fusion		38,4 M€	38,4 M€	/	/
Aide de l'Etat pour pertes de recettes		0.0 M6	7 4 1 4 6	. 7 4 N/6	,
(crise sanitaire)		0,0 M€	7,4 M€	+ 7,4 M€	/
TOTAL RECETTES DE GESTION	1 492,3 M€	1 544,8 M€	1 499,4 M€	-45,4 M€	-2,9%
Produits financiers		0,3 M€	0,3 M€	+ 0,1 M€	20%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 492,3 M€	1 545,1 M€	1 499,8 M€	-45,4 M€	-2,9%

# Globalement, <u>les recettes de fonctionnement sont</u> en diminution de 45,4M€.

Cette baisse est essentiellement portée par le **budget transports** dont les recettes ont été particulièrement touchées : via la diminution du versement mobilité (-3%) et des recettes tarifaires (-34%). Ces deux évolutions sont des effets directs de la crise sanitaire.

La taxe de séjour a également pâti de la crise sanitaire suite à la fermeture de nombreux établissements et l'annulation d'évènements importants (braderie, concerts, colloques...).

Les **dotations** sont en baisse de 2,4M€ par rapport à 2019.

A noter également, le versement de l'acompte par l'Etat de l'aide pour pertes de recettes fiscales et domaniales. Cette aide n'est pas définitive : le solde doit être calculé par l'Etat en 2021 et devrait être négatif. Un rattachement de 3M€ a été effectué par la MEL en 2020 pour pouvoir prendre en charge ce remboursement à venir. L'aide totale de l'Etat devrait ainsi être de 3 à 4M€, montant à mettre en regard des pertes de recettes enregistrées.

## I. La structure du compte administratif : les recettes de fonctionnement

#### Les recettes fiscales

Les taux de fiscalité n'ont pas été modifiés entre 2019 et 2020 sur les territoires de la MEL et de la CCHD. La fusion ayant eu lieu en cours d'année, les taux au 1<sup>er</sup> janvier des deux territoires se sont appliqués sur l'année 2020.

Au total, les recettes fiscales diminuent de 6 M€ par rapport à 2019.

Cette diminution est due à la crise sanitaire, qui impacte particulièrement le versement mobilité (VM) et la taxe de séjour. Ainsi, le VM qui est une recette habituellement dynamique (+4% soit +10,3M€ entre 2018 et 2019 par exemple) est en repli de 3% (-8,7M€). De plus, la compensation de VM versée par l'Etat (relèvement du seuil d'éligibilité de 9 à 11 salariés) diminue de moitié du fait de son intégration au sein des variables d'ajustement (mesure de la loi de finances initiale pour 2020).

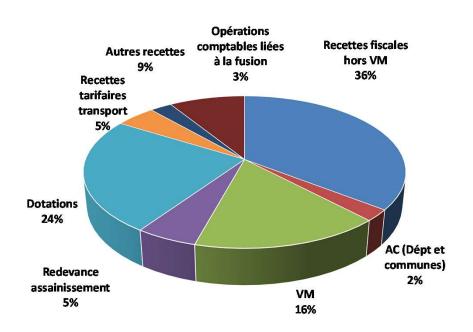
Il convient de souligner que les impacts de la crise sanitaire sur les recettes fiscales de la Métropole seront accentués en 2021 et se poursuivront sur les exercices suivants.

### **Les dotations**

La MEL a vu ses dotations et compensations diminuer de 2,4M€ entre le CA 2019 et le CA 2020.

Cette évolution comprend la baisse de la DGF et de la dotation de compensation de la réforme de la TP (DCRTP), toutes deux étant des variables d'ajustement (-3,2M€). Les compensations fiscales et le FPIC sont en hausse pour un total de +1M€.

Les autres recettes de gestion : en baisse de -37M€ par rapport au CA 2019, notamment du fait de la baisse de 35,4M€ des recettes tarifaires transports mais également de celle de 10M€ des autres recettes (induites en particulier par la diminution de près de 13M€ des recettes des parkings du fait de la suspension des perceptions des redevances). Est également enregistré l'acompte non définitif de 7,4M€ de l'aide de l'Etat au titre des pertes de recettes fiscales et domaniales mais qui, comme indiqué précédemment, devrait se limiter en réalité à 3M€ à 4M€ après reprise.



## I. La structure du compte administratif : les dépenses de fonctionnement

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (Hors provisions)	CA 2019	CA 2019 retraité	CA 2020	- 1	ution 2019 retraité
Charges à caractère général	568,8 M€	605,8 M€	591,5 M€	-14,4 M€	-2,4%
Subventions - Participations	121,6 M€	132,9 M€	148,4 M€	+ 15,5 M€	11,6%
Charges de personnel	142,7 M€	143,4 M€	146,8 M€	+ 3,4 M€	2,4%
Reversements aux communes (AC/DSC)	242,0 M€	242,9 M€	243,1 M€	+ 0,2 M€	0%
Dépenses diverses	9,6 M€	9,7 M€	25,8 M€	+ 16,1 M€	166,8%
Total des dépenses de gestion	1 084,8 M€	1 134,7 M€	1 155,5 M€	+ 20,8 M€	1,8%
Charges financières	41,4 M€	42,1 M€	45,8 M€	+ 3,7 M€	8,7%
Total des dépenses de fonctionnement	1 126,2 M€	1 176,8 M€	1 201,3 M€	+ 24,4 M€	2,1%

La présentation par politique publique est réalisée en 2ème partie du document.

Les dépenses de gestion évoluent de +20,8M€ (soit +1,8%) par rapport au CA 2019 retraité. Cette évolution comprend deux éléments exceptionnels :

- Tout d'abord, les impacts de la crise sanitaire (pour un montant de 20,9M€) avec les mesures d'urgence et de relance. A titre d'illustration, 12,4M€ ont été mobilisés en faveur des entreprises via le fonds de rebond.
- De plus, 15,1M€ ont également été enregistrés sur 2020 au titre de l'accord transactionnel conclu avec KEOLIS concernant le litige sur la billettique.

Les **charges financières** brutes étant en augmentation de +3,7M€ (soit +8,7%/CA 2019 retraité), les dépenses de fonctionnement évoluent, au global, de +24,4M€ par rapport au CA 2019 retraité, soit +2,1%.

Au sein de ces dépenses de gestion, les **charges à caractère général**, poste principal de dépenses (591,5M€), varient de -2,4% (-14,4M€). Deux politiques publiques concentrent près de 88% de ces dépenses :

- La mobilité et l'accessibilité pèsent 325,2M€ soit 55%, dont 323M€ pour l'exploitation du réseau des transports,
- Les actions en lien avec l'environnement (climat, la transition écologique, l'énergie, l'eau, l'assainissement, GEMAPI, résidus urbains, espaces naturels, agriculture) représentent 192,6M€ soit 33% du total, dont 146,6M€ pour les déchets et 41M€ pour l'assainissement.

# I. La structure du compte administratif : les dépenses de fonctionnement

Les **dépenses de personnel** (146,8M€, 12% des dépenses) varient de +3,4M€ (soit +2,4%).

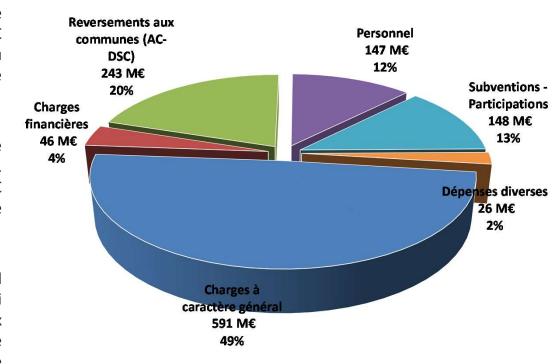
Les **subventions et participations** (148,4M€, +16M€) représentent 13% des dépenses de fonctionnement.

Outre le financement du SDIS pour 46,7M€, les subventions ont contribué aux actions en faveur de l'économie, l'emploi et la recherche pour 29,5M€ dont 12,4M€ pour le fonds rebond. La politique culturelle et de soutien au tourisme ont mobilisé 22,3 M€, enfin l'accompagnement du logement et de l'habitat atteint 9,6M€.

Les **reversements aux communes** représentent 20% des dépenses de fonctionnement, en progression de 0,2M€ par rapport au CA 2019 retraité. Ces reversements se décomposent de la façon suivante : 216,7M€ d'attribution de compensation et 26,4M€ de dotation de solidarité communautaire (DSC).

Les **autres dépenses** représentent 25,8M€, dont 15,1M€ au titre de l'accord transactionnel conclu avec KEOLIS (billettique), mais également 2,4M€ qui ont été mobilisés par la MEL pour le dégrèvement de CFE accordé aux secteurs les plus touchés par la crise et 3M€ de remboursement à l'Etat de l'aide de compensation des pertes de recettes (portant ainsi le soutien de l'Etat à montant net de 3 à 4M€).

Les **frais financiers** bruts s'élèvent à 45,8M€ et augmentent de +3,7M€ (+8,7%). Cette augmentation s'explique par l'extension, aux contrats d'échanges de taux (dits "swaps"), du mécanisme comptable des intérêts courus non échus (ICNE). Cette action, d'un impact comptable de 6,4M€, concourt à la démarche d'amélioration de la qualité comptable de la MEL.



## I. La structure du compte administratif : les dépenses d'investissement

### 352M€ de dépenses d'investissement (hors amortissement de la dette) en 2020

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2019	CA 2020	Poids relatif	<b>Evolution CA 2020 / CA 2019</b>	
Subv. d'équipement versées	56 M€	46 M€	9%	-10 M€	-17,8%
Etudes	18 M€	18 M€	4%	-0 M€	-1,0%
Immobilisations corporelles Travaux Avances de trésorerie consolidable	55 M€	50 M€	10%	-5 M€	-9,4%
	265 M€	200 M€	41%	-65 M€	-24,4%
	35 M€	28 M€	6%	-7 M€	-19,9%
Dépenses diverses (hors dette)  Total des dépenses d'investissement hors dette	19 M€	10 M€	2%	-9 M€	-46,5%
	<b>447 M</b> €	<b>352 M</b> €	<b>72</b> %	-96 M€	<b>-21,4%</b>
Total des dépenses d'investissement	127 M€ <b>574 M</b> €	139 M€ 490 M€	28% 100%	+ 12 M€ -84 M€	9,3%

La présentation de ces dépenses par politique publique est détaillée par commission dans la partie II. « Le soutien aux politiques publiques. »

Les dépenses d'équipement sont en diminution de -96M€ par rapport à 2019. La crise sanitaire, et notamment l'impact du premier confinement avec un arrêt quasi total des chantiers, explique cette baisse sensible.

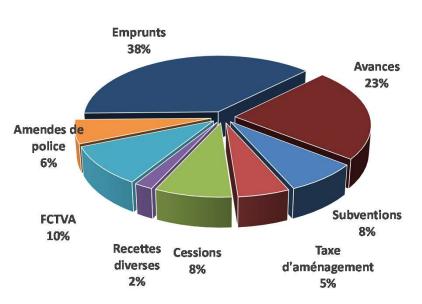
L'amortissement du capital de la dette augmente de 12M€ par rapport CA2019 et se porte à 139M€, soit 28% des dépenses d'investissement. Cette hausse s'explique par, d'une part, des remboursements anticipés d'emprunt pour 4,4M€ et, d'autre part, le profil d'amortissement de la dette en 2020 qui est en hausse par rapport à 2019.

Les dépenses d'investissement hors dette du **budget général** représentent 64% des dépenses d'équipement, soit 223,5M€. 21% de ces dépenses sont portées par le **budget transports** (74M€). Le **budget assainissement** représente 7% des dépenses d'investissement hors dette pour un montant de 26,1M€. Les autres budgets portent 8% (soit 28M€) des dépenses d'équipement dont 18,6 M€ pour le budget eau.

## I. La structure du compte administratif : les recettes d'investissement

# Les recettes d'investissement (100 M€ - hors dette et épargne) financent 28% des dépenses d'équipement (dépenses d'investissement hors dette)

			Evolution CA 2020 / CA 2019		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2019	CA 2020			
			en M€	en %	
Subventions - Participations	24 M€	20 M€	-4 M€	-17,7%	
Produits des cessions d'immobilisations	32 M€	21 M€	-11 M€	-34,6%	
Recettes diverses	7 M€	5 M€	-2 M€	-32,8%	
Sous total - Recettes d'investissement liées aux politiques	C2 N46	AC NAS	10.046	200/	
publiques	63 M€	46 M€	-18 M€	-28%	
FCTVA et récupérations de TVA	34 M€	25 M€	-9 M€	-26,0%	
Amendes de police	9 M€	15 M€	+ 6 M€	+ 74,8%	
Taxe d'aménagement	18 M€	14 M€	-4 M€	-22,7%	
Sous total - Autres recettes d'investissement	60 M€	54 M€	-6 M€	-11%	
Total des recettes d'investissement hors emprunt	124 M€	100 M€	-24 M€	-20%	
Emprunts	72 M€	96 M€	+ 24 M€	34%	
Avance remboursable de l'Etat pour perte de recettes transport		56 M€	+ 56 M€	/	
Avances remboursable de l'agence de l'eau	2 M€	3 M€	+1M€	49%	
Total des recettes d'investissement	198 M€	254 M€	+ 57 M€	29%	



#### Elles sont constituées :

- du **fonds de compensation de la TVA** (25M€). La baisse constatée (-9M€) correspond à la fin du transfert de droits à déduction de TVA de l'ancien contrat de concession de service public transports,
- de la taxe d'aménagement pour 14M€, en diminution de 4M€ par rapport à l'exercice précédent,
- des **amendes de police** pour 15M€, en hausse de 6M€ au regard du CA2019. Cette augmentation résulte d'une hausse de plus de 19% de la dotation nationale et de la prise en compte de la réforme du stationnement payant.
- des recettes liées aux **politiques publiques** pour 46M€, constituées principalement de cessions (21M€, -11M€ par rapport à 2019), de subventions (20M€), ainsi que de recettes diverses pour 5M€.
- -Le **recours à l'emprunt** est de 155M€, comprenant à la fois les emprunts classiques (96,2M€), les avances de l'agence de l'eau (3M€) et l'avance remboursable de l'Etat versée au titre des pertes de recettes tarifaires et de versement mobilité sur le budget transports suite à la crise sanitaire (55,77M€).

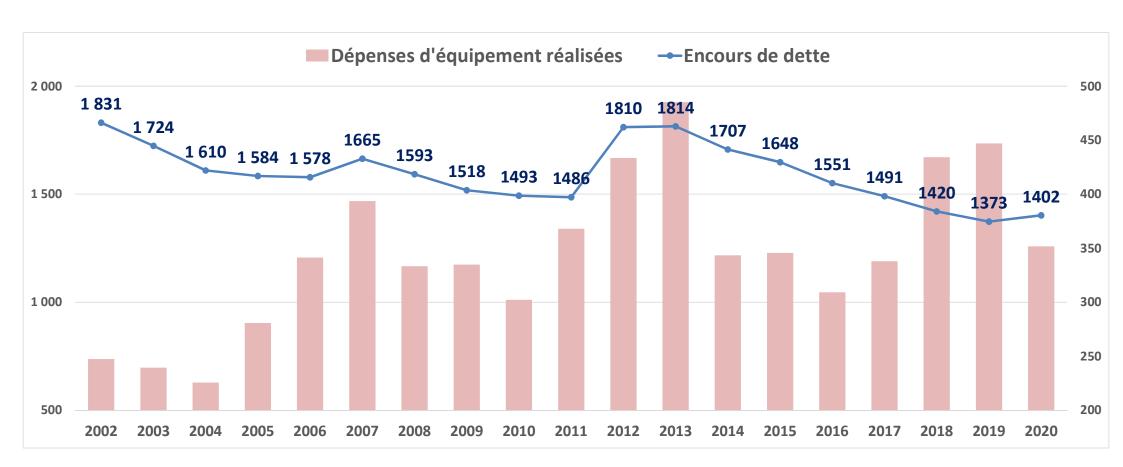
# I. La structure du compte administratif : les épargnes

		budgets  BUDGET TRANSPORT  BUDGET ASSAIN		BUDGET GENERAL et autres budgets		BUDGET TRANSPORT		BUDGET TRANSPORT BUDGET ASSAINISSEMENT		BUDGETS CO	ONSOLIDES
	CA 2020	Ev / CA 2019 retraité	CA 2020	Ev / CA 2019 retraité	CA 2020	Ev / CA 2019 retraité	CA 2020	Ev / CA 2019 retraité			
Recettes de gestion (1)	1 096 M€	-10 M€	424 M€	-53 M€	105 M€	-1 M€	1 499 M€	-45 M€			
Dépenses de gestion (2)	841 M€	+1 M€	358 M€	+11 M€	62 M€	+2 M€	1 155 M€	+21 M€			
Charge financière nette (3)	23 M€	-0 M€	21 M€	+4 M€	2 M€	-0 M€	45 M€	+4 M€			
Epargne brute (4=1-2-3)	233 M€	-11 M€	46 M€	-69 M€	41 M€	-2 M€	298 M€	-70 M€			
Amortissement de la dette (5)	81 M€	+10 M€	46 M€	+3 M€	11 M€	-0 M€	139 M€	+12 M€			
Epargne nette (6=4-5)	151 M€	-20 M€	(1 M€)	-71 M€	30 M€	-2 M€	160 M€	-82 M€			
Dépenses d'équipement	254 M€	-72 M€	74 M€	-16 M€	27 M€	-6 M€	352 M€	-96 M€			
Encours de dette fin 2020 CA	835 M€	+27 M€	454 M€	+9 M€	113 M€	-7 M€	1 402 M€	+29 M€			
Capacité de désendettement fin 2020 CA	3,6 ans	+0,3 ans	9,9 ans	+6,1 ans	2,8 ans	-0,0 ans	4,7 ans	+1,0 ans			

En budget consolidé, l'encours de dette à fin 2020 (CA) atteint 1 402M€ pour une capacité de désendettement de 4,7 ans. Cet indicateur est en dégradation d'un an du fait des impacts de la crise sanitaire sur les recettes de la MEL.

La baisse des épargnes en CA consolidé (-70M€ /CA 2019) touche l'ensemble des budgets et particulièrement le budget transports qui pâtit d'une baisse marquée de ses recettes, notamment tarifaires et du versement mobilité, du fait de la crise sanitaire.

## I. La structure du compte administratif : la dette



Après 6 ans de baisse continue, l'endettement progresse de 29M€ en 2020 pour s'établir à 1 402M€. Cette augmentation s'explique par l'avance remboursable à taux zéro de l'Etat dont a bénéficié la MEL au titre des pertes tarifaires et de versement mobilité sur le budget transports. Cette avance de 55,8M€, à taux d'intérêt nul, est comptabilisée dans l'encours de dette et devra être remboursée au plus tard en 2031.

# I. La structure du compte administratif : Les résultats

Le CA 2020 (période du 14 mars au 31 décembre 2020) dégage des excédents consolidés de 94,3M€ hors reports et de 79,7M€ après prise en compte des reports.

COMPTES ADMINISTRATIFS 2020 PERIODE 2		Principal (rectifié)	Eau (rectifié)	Assainissement	Transports	Crématorium	Opérations d'amgt	Activités immob. et éco.	TOTAL
FONCTIONNEMENT	<b>Recettes de fonctionnement</b> (hors excédent antérieur reporté R002)	937 499 468,14	22 231 952,97	93 950 196,75	380 155 985,09	1 792 560,79	23 490,00	11 740 294,22	1 447 393 947,96
	Dépenses de fonctionnement	869 557 629,76	2 628 934,67	85 482 582,02	374 945 234,96	1 990 238,04	23 490,00	9 963 161,12	1 344 591 270,57
	Résultat 2020	67 941 838,38	19 603 018,30	8 467 614,73	5 210 750,13	-197 677,25	0,00	1 777 133,10	102 802 677,39
	Excédent antérieur reporté (R 002)	27 137 951,23	851 639,98	21 923 559,37	0,00	2 834 711,32	1 082 113,41	1 487 541,18	55 317 516,49
	Déficit antérieur reporté (D002)	0,00	0,00	0,00	-3 171 397,42		0,00	0,00	-3 171 397,42
	Résultat de fonctionnement cumulé (à affecter)	95 079 789,61	20 454 658,28	30 391 174,10	2 039 352,71	2 637 034,07	1 082 113,41	3 264 674,28	154 948 796,46
	Recettes d'investissement (hors excédent antérieur reporté R001)	471 447 256,12	23 838 644,14	54 561 894,63	151 179 525,15	683 615,99	23 490,00	8 109 583,75	709 844 009,78
	<b>Dépenses d'investissement</b> (hors déficit antérieur reporté D001)	353 876 492,30	17 498 942,42	38 409 319,33	102 198 176,04	672 438,52	0,00	9 804 777,17	522 460 145,78
Z	Résultat 2020	117 570 763,82	6 339 701,72	16 152 575,30	48 981 349,11	11 177,47	23 490,00	-1 695 193,42	187 383 864,00
Σ	Excédent antérieur reporté (R001)	0,00	341 068,47	0,00	0,00	50 186,88	0,00	1 543 201,30	1 934 456,65
SSE	Déficit antérieur reporté (D001)	-160 797 490,27	-21 058 411,99	-19 108 665,56	-48 943 644,12		-10 506,86	0,00	-249 918 718,80
STI	Résultat d'investissement cumulé	-43 226 726,45	-14 377 641,80	-2 956 090,26	37 704,99	61 364,35	12 983,14	-151 992,12	-60 600 398,15
INVESTISSEMENT	Reports de recettes	1 580 293,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 580 293,37
_	Reports de dépenses	15 803 734,05	0,00	334 919,07	0,00	11 258,42	0,00	103 063,71	16 252 975,25
	Solde des reports	-14 223 440,68	0,00	-334 919,07	0,00	-11 258,42	0,00	-103 063,71	-14 672 681,88
	Résultat d'investissement (à couvrir si <0)	-57 450 167,13	-14 377 641,80	-3 291 009,33	37 704,99	50 105,93	12 983,14	-255 055,83	-75 273 080,03
TOTAL	Résultat net 2020 hors reports	51 853 063,16	6 077 016,48	27 435 083,84	2 077 057,70	2 698 398,42	1 095 096,55	3 112 682,16	94 348 398,31
	Résultat net 2020 avec reports	37 629 622,48	6 077 016,48	27 100 164,77	2 077 057,70	2 687 140,00	1 095 096,55	3 009 618,45	79 675 716,43
Affectation des résultats 2018 sur l'exercice 2019	Résultalt d'investissement reporté (R001 ou D001)	-43 226 726,45	-14 377 641,80	-2 956 090,26	37 704,99	61 364,35	12 983,14	-151 992,12	-60 600 398,15
	Affectation de l'excédent de fonctionnement à l'investissement (R1068)	57 450 167,13	20 404 364,28	3 291 009,33	0,00	0,00	0,00	255 055,83	81 400 596,57
	Report du résultat net en fonctionnement (R002 ou D002)	37 629 622,48	50 294,00	27 100 164,77	2 039 352,71	2 637 034,07	1 082 113,41	3 009 618,45	73 548 199,89

# I. La structure du compte administratif : Détails par budgets

RECETTES (en M€) hors ligne de trésorerie et provisions	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET EAU	BUDGET ASSAINISSEMENT	BUDGET TRANSPORTS	BUDGET CREMATORIUMS	BUDGET OPERATIONS D'AMENAGEMENT	BUDGET ACTIVITES IMM ET ECO	Budgets agrégés	Budgets consolidés (hors lignes de trésorerie)
CFE	152,3 M€							152,3 M€	152,3 M€
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	101,8 M€							101,8 M€	101,8 M€
Fraction TVA								0,0 M€	
Taxe habitation	113,8 M€							113,8 M€	113,8 M€
Taxe additionnelle Foncier non bâti	1,9 M€							1,9 M€	1,9 M€
Imposition forfaitaire sur ent réseaux	4,9 M€							4,9 M€	4,9 M€
Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources	79,2 M€							79,2 M€	79,2 M€
Aide de l'Etat pour pertes de recettes (crise sanitaire)	7,4 M€							7,4 M€	7,4 M€
Dotation de compensation de la réforme de la TP (DCRTP)	41,1 M€							41,1 M€	41,1 M€
D.G.F.	217,4 M€							217,4 M€	217,4 M€
Taxe d'enlèvement ordures ménagères (TEOM)	141,1 M€							141,1 M€	141,1 M€
TASCOM	13,3 M€							13,3 M€	13,3 M€
FPIC	15,6 M€							15,6 M€	15,6 M€
Taxe de séjour	2,7 M€							2,7 M€	2,7 M€
Autres taxes et compensations	11,6 M€							11,6 M€	11,6 M€
Attribution de compensation	36,2 M€							36,2 M€	36,2 M€
Versement mobilité	,			244,8 M€				244,8 M€	244,8 M€
Redevance Assainissement			79,9 M€	,				79,9 M€	79,9 M€
Autres produits d'exploitation	23,4 M€	0,2 M€	11,1 M€	69,9 M€	1,8 M€	0,0 M€	0,8 M€	107,3 M€	92,1 M€
Part investissement réseaux de distribution d'eau	,	17,9 M€	,	,	,	,	,	17,9 M€	17,9 M€
Recettes Eco organismes	19,6 M€	,						19,6 M€	19,6 M€
Cessions d'immobilisations	19,9 M€		0,3 M€	0,0 M€			0,6 M€	20,8 M€	
Autres recettes fiscales	0,6 M€		,	,			,	0,6 M€	0,6 M€
Recettes diverses	56,2 M€	5,1 M€	13,5 M€	109,0 M€	0,1 M€	0,0 M€	9,9 M€	193,8 M€	103,9 M€
Total recettes de gestion	1 060,0 M€	23,1 M€	104,9 M€	423,7 M€	2,0 M€	0,0 M€	11,3 M€	1 624,9 M€	1 499,0 M€
Produits financiers	0,3 M€							0,3 M€	0,3 M€
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 060,3 M€	23,1 M€	104,9 M€	423,7 M€	2,0 M€	0,0 M€	11,3 M€	1 625,3 M€	1 499,4 M€
Subventions - Participations	7,4 M€	1,6 M€	3,8 M€	7,0 M€				19,8 M€	19,8 M€
F.C.T.V.A. et remboursement de TVA	24,9 M€	0,0 M€	0,0 M€	0,1 M€	0,0 M€	0,0 M€	0,0 M€	25,0 M€	25,0 M€
Amendes de police	15,0 M€	0,01110	0,01110	0,11010	0,01110	0,01110	0,0 1416	15,0 M€	15,0 M€
Taxe d'amgt	13,9 M€							13,9 M€	13,9 M€
Produits des cessions d'immobilisations	13,3 1410							0,0 M€	20,8 M€
Recettes diverses	4,0 M€	0,0 M€	0,8 M€	0,2 M€	0,0 M€		3,6 M€	8,6 M€	5,0 M€
Recettes d'investissement hors dette, avances et excédent	·	1,6 M€	4,5 M€	7,3 M€	0,0 M€	0,0 M€	3,6 M€	82.4 M€	99,5 M€
Emprunts	96,2 M€		1,5 1110	0,0 M€		- O/O IVIC		96,2 M€	96,2 M€
Avances (agence de l'eau)	30,2 1010		2,8 M€	0,0 1410				2,8 M€	2,8 M€
Avance de l'Etat pour pertes de recettes tarifaires suite à la			_,5 1110					2,5 1110	2,01110
crise sanitaire				55,8 M€				55,8 M€	55,8 M€
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	161,5 M€	1,6 M€	7,4 M€	63,1 M€	0,0 M€	0,0 M€	3,6 M€	237,2 M€	254,3 M€
TOTAL RECETTES	1 221,8 M€	24,8 M€	112,2 M€	486,8 M€	2,0 M€	0,0 M€	14,9 M€	1 862,5 M€	1 753,7 M€

# I. La structure du compte administratif: Détails par budgets

DEPENSES (en M€) hors ligne de trésorerie et provisions	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET EAU	BUDGET ASSAINISSEMENT	BUDGET TRANSPORTS	BUDGET CREMATORIUMS	BUDGET OPERATIONS D'AMENAGEMENT	BUDGET ACTIVITES IMM ET ECO	Budgets agrégés	Budgets consolidés (hors lignes de trésorerie)
Charges à caractère général	221,2 M€	0,4 M€	46,5 M€	324,2 M€	0,8 M€		2,7 M€	595,7 M€	591,5 M€
Subventions - Participations	227,0 M€	0,0 M€	0,1 M€	14,5 M€	0,0 M€		2,7 M€	244,2 M€	148,4 M€
Charges de personnel	131,0 M€	0,7 M€	15,3 M€	4,0 M€	0,8 M€			151,8 M€	146,8 M€
Attribution de compensation	216,7 M€	ı	'					216,7 M€	216,7 M€
Dotation de solidarité	26,4 M€	ı	'					26,4 M€	26,4 M€
Dépenses diverses	10,1 M€	0,0 M€	0,3 M€	15,2 M€	0,1 M€		0,0 M€	25,8 M€	25,8 M€
Total dépenses de gestion	832,4 M€	1,2 M€	62,2 M€	357,9 M€	1,6 M€	0,0 M€	5,4 M€	1 260,6 M€	1 155,5 M€
Charges financières et provisions dette	23,5 M€		1,6 M€	20,6 M€	0,0 M€			45,8 M€	45,8 M€
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	855,9 M€	1,2 M€	63,8 M€	378,5 M€	1,6 M€	0,0 M€	5,4 M€	1 306,4 M€	1 201,3 M€
Subventions d'équipement versées	45,9 M€							45,9 M€	45,9 M€
Etudes	14,8 M€	0,4 M€	2,1 M€	0,2 M€			0,2 M€	17,8 M€	17,8 M€
Acquisitions	22,8 M€	0,0 M€	1,9 M€	17,6 M€	0,1 M€		8,2 M€	50,6 M€	49,6 M€
Travaux	105,8 M€	18,1 M€	22,1 M€	53,0 M€	0,5 M€		0,5 M€	200,0 M€	200,0 M€
Avances aux budgets annexes	2,6 M€	ı	'					2,6 M€	0,0 M€
Avances de trésorerie consolidable	28,3 M€	ı	'					28,3 M€	28,3 M€
Dépenses diverses (hors dette)	5,9 M€	0,0 M€	1,0 M€	3,2 M€			0,0 M€	10,1 M€	10,1 M€
Dépenses d'investissement (hors dette)	226,1 M€	18,6 M€	27,1 M€	73,9 M€	0,6 M€	/	9,0 M€	355,4 M€	351,7 M€
Amortissement dette et avances	81,1 M€	0,0 M€	10,9 M€	46,4 M€	0,3 M€			138,6 M€	138,6 M€
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	307,2 M€	18,6 M€	38,0 M€	120,3 M€	0,9 M€	0,0 M€	9,0 M€	494,0 M€	490,4 M€
TOTAL DEPENSES HORS PROVISIONS ET									
LIGNES DE TRESORERIE	1 163,0 M€	19,8 M€	101,9 M€	498,8 M€	2,5 M€	0,0 M€	14,4 M€	1 800,4 M€	1 691,6 M€

1 274 M€ (75% des dépenses) sont directement affectés aux politiques métropolitaines (984 M€) ou reversés au territoire (243 M€ au titre des reversements aux communes et 47 M€ au titre de la contribution au SDIS).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT	CA 2019	CA 2020 fonctionnement	CA 2020 investissement	CA 2020	Poids relatif
Aménagt durable territoire-Urba-Logt-Pol ville-Habit-Planif-GDV-Strat foncière	92,4 M€	15,2 <b>M</b> €	71,4 M€	86,6 M€	9%
Climat-Trans éco-Energie-Eau-Asst-Gemapi-Rés urbains-Esp Naturels-Agriculture	253,7 M€	193,7 <b>M</b> €	54,8 M€	248,5 M€	25%
Dév Eco-Emploi-Recherche-Insertion-Parcs d'activités-Aménagt Numérique	87,8 M€	36,2 <b>M</b> €	29,9 <b>M</b> €	66,0 M€	7%
Espaces publics - Voirie - Vidéosurveillance	115,9 M€	11,1 M€	73,1 <b>M</b> €	84,2 M€	9%
Rayonnement de la Métropole-Culture-Sport-Tourisme-Jeunesse	52,6 M€	42,4 M€	13,7 <b>M</b> €	56,1 M€	6%
Transports-Mobilité-Accessibilité-Prévention-Sécurité	432,2 M€	356,8 <i>M</i> €	81,5 <b>M</b> €	438,3 M€	45%
Autres :Crématoriums et Métropole citoyenne	4,6 M€	3,7 <i>M</i> €	0,6 <b>M</b> €	4,3 M€	0,4%
TOTAL POLITIQUES METROPOLITAINES	1 039,2 M€	659,0 M€	325,0 M€	984,0 M€	100%

Les opérations comptables (apurement des rattachements non réalisés à la date de la fusion et réinscription des sommes équivalentes) liées à la fusion avec la CCHD en cours d'exercice n'ont pu être retraitées par politique publique. Les dépenses de fonctionnement 2020 sont donc majorées du fait de la fusion en cours d'exercice avec la CCHD.

# Aménagement durable du territoire, urbanisme, logement, politique de la ville, habitat, planification, gens du voyage, stratégie et action foncière : 86,6M€

Cette politique représente 9% des politiques métropolitaines

Les dépenses se répartissent de la manière suivante :

- 47,3M€ au titre de la politique logement et habitat
  - Les aides à l'offre nouvelle de logements s'élèvent à 15,8M€. Au sein de cette enveloppe, 8,9M€ ont été dédiés à l'accompagnement de LMH;
  - Les aides à la rénovation du parc existant représentent 13M€, avec notamment 5,5M€ mobilisés pour la réhabilitation des logements des parcs privés et publics, 3,1M€ pour les dispositifs PMRQAD, 2,7M€ pour des aides pour la mise aux normes des logements et 0,7M€ pour la résorption de l'habitat insalubre;
  - o Le Fonds Solidarité Logement (FSL) pour 6,9M€;
  - La politique foncière en matière d'habitat pour 4,5M€;
  - L'accès et le maintien au logement des ménages défavorisés pour 4,3M€ dont 0,5M€ pour le plan pauvreté;
  - o La mise en œuvre le PLH pour 2,7M€.
- 28,7M€ au titre de la politique d'aménagement et de la ville renouvelée
  - Les grands projets d'aménagement représentent 17M€, dont 6,6M€ pour Lille FCB, 2,6M€ pour RHD, 2,5M€ pour Villeneuve d'Ascq Grand Angle, 2,4M€ pour Lille St Sauveur, 1,9M€ pour les centres villes de Wattrelos (1,1M€) et de Tourcoing (0,8M€) et 0,9M€ pour Roubaix-secteur gare.
  - Les opérations d'aménagement de renouvellement urbain s'élèvent à 9,5M€, avec des opérations telles que le Boulevard de Tournai à Lezennes (3,3M€), le site 3 Suisses à Villeneuve d'Ascq (1,1M€) ou celui de la Mitterie à Lomme (1M€).
  - Le fonds de concours pour les écoles s'élève à 2,1M€.

#### **AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**



- 6,7M€ au titre de la <u>politique de la ville</u>, avec comme principaux projets de rénovation urbaine ceux menés sur Lille (2,3M€), Roubaix (1M€), Villeneuve d'Ascq (0,8M€), Tourcoing (0,7M€), Wattignies (0,6M€), les Prés du Hem à Armentières (0,3M€) et Loos les Oliveaux (0,2M€).
- 3,4M€ au titre de la politique en faveur des gens du voyage
- 0,5M€ au titre de la politique d'aménagement du territoire (volet stratégie d'urbanisme)

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

# Climat, transition écologique, énergie, eau, assainissement, GEMAPI, résidus urbains, espaces naturels, agriculture: 248,5M€

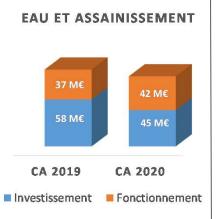
Cette politique représente 25% des politiques métropolitaines

Les dépenses se répartissent de la manière suivante :

- 149,9M€ au titre de la politique de la <u>propreté de l'espace</u> <u>public,</u> les dépenses ont été les suivantes:
  - o la **collecte sélective** représente **66,7M€**;
  - le recyclage et la valorisation des déchets ont mobilisé
     57,8M€, via les équipements de tri et de traitement (centres de tri, CVE et CVO);
  - la gestion des déchetteries et des encombrants s'établit à
     25M€;
  - les dépenses de communication et de prospective pour 0,4M€.
- 86,6M€ au titre de la politique eau et assainissement :
  - Les dépenses d'assainissement s'établissent à 65,7M€ et permettent tout d'abord d'assurer l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées et leur épuration (17,5M€). Ce budget consacre aussi 10,4M€ à la lutte contre la pollution et 37,8M€ à l'amélioration des équipements de collecte et de traitement qui traduisent l'engagement en faveur de la qualité de l'eau.
  - Les dépenses de la compétence eau sont de 20,9M€ en 2020. Les dépenses sont affectées principalement au développement des réseaux de distribution pour 17,6M€, mais aussi à la connaissance et à la préservation de la ressource pour 1,5M€. Les dépenses relatives à la lutte contre les incendies s'élèvent à 1,4M€.



Investissement
Fonctionnement



# CLIMAT, EAU, DECHETS, ASSAINISSEMENT...



- 8,4M€ au titre de la politique <u>agriculture et</u> espaces naturels
  - Le développement, la gestion et l'animation des espaces naturels pour 6,9M€;
  - o La mise en œuvre du plan bleu pour 0,8M€;
  - Le développement de l'agriculture pour 0,7M€.
- **2,4M**€ au titre de la politique <u>climat, transition</u> <u>écologique et énergie</u> (réseaux d'énergie, budget climatique, nouvelles pratiques d'aménagement public, mobilité...)
- 1,2M€ au titre de la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

# Développement économique, emploi, recherche, insertion, parcs d'activités, aménagement numérique: 66M€

Cette politique représente 7% des politiques métropolitaines.

La répartition des dépenses est la suivante :

- 34,6M€ pour <u>l'économie, l'emploi, la recherche et l'enseignement supérieur</u> :
  - o Les aides aux entreprises pour 15,3M€ dont 13,5M€ pour le fonds de rebond,
  - o Le soutien à **l'innovation et les domaines d'activités stratégiques** s'élève à **6M**€ pour des actions en faveur notamment de l'économie du numérique (2,2M€), de la santé et l'alimentation (1,5M€) ou des matériaux innovants (1,1M€).
  - La MEL s'engage, aux côtés des acteurs du territoire, dans les projets de recherche et d'enseignement supérieur pour 5,6M€ dont 2M€ pour PreciDIAB.
  - Le développement de l'emploi et de l'insertion pour 2M€ dont le volet emploi et insertion de la politique de la ville pour 1,1M€. De même, la MEL poursuit son action pour l'économie sociale et solidaire (0,7M€).
  - L'aide à la création d'entreprises représente 1,3M€, essentiellement versée sous forme de subventions.
  - La MEL a poursuivi ses actions pour l'économie sociale et solidaire (0,7M€), l'économie circulaire (0,2M€), le commerce (0,2M€), l'attractivité de la métropole (0,2M€).
- 26,4M€ dédiés aux parcs d'activités et à l'immobilier d'entreprises, dont les dépenses suivantes :
  - o la MEL porte la **gestion d'immobiliers d'entreprises** pour **24,1M€**, notamment sur les sites Blanchemaille (7,7M€), La lainière (6,2M€), Ilies Salomé (1,5 M€), Hub innovation (0,9M€) et les ruches d'entreprises (0,9M€). En outre, 3,6M€ ont été réalisés dans le cadre de la requalification des parcs existants.
  - La MEL a investi 1,3M€ pour le grand projet d'aménagement économique situé sur la zone de l'Union à Tourcoing,

### **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**



- 5M€ pour porter la **politique** <u>d'aménagement numérique</u>. Il s'agit :
  - de la subvention versée au concessionnaire Euratechnologies (2,7M€);
  - o du développement des nouveaux usages numériques (1,6 M€);
  - o du développement des réseaux numériques (0,2M€);
  - o du développement du Système d'Information Géographique (SIG, 0,6M€).

# Espaces publics, voirie, vidéo-surveillance : 84,2M€ Cette politique représente 9% des politiques métropolitaines

Les dépenses se répartissent de la façon suivante :

- 75,7M€ au titre de la politique <u>d'aménagement et d'entretien de la voirie de proximité</u>. Ces dépenses se déclinent en différents programmes :
  - o La maintenance de la voirie et des ouvrages publics pour 42,3M€;
  - Le partage et la qualité des espaces publics pour 17,5M€ dont 11,6M€ pour le partage de l'espace public, 3,4M€ pour la qualité des espaces publics et 1,9M€ pour les aménagements en agglomération;
  - L'exploitation de l'espace public pour 12,4M€ pour porter notamment les dépenses de signalisation et de jalonnement;
  - L'adaptation de l'espace public en accompagnement des projets communaux pour 3,5M€ dont 1,8M€ pour l'accompagnement des projets communaux et 0,8M€ pour les projets privés.
- 5,2M€ pour le <u>développement des grandes infrastructures routières</u> dont 2,4M€ pour la liaison Tourcoing Wattrelos, 2,2M€ pour la Lino Sud.
- **3,2M**€ pour les <u>espaces de centralité majeure</u> dont 1M€ pour la requalification du secteur vieux centre à Tourcoing, 0,7M€ pour le projet Fer à cheval (Croix et Roubaix) et 0,7M€ pour Lille rue Pierre Mauroy.

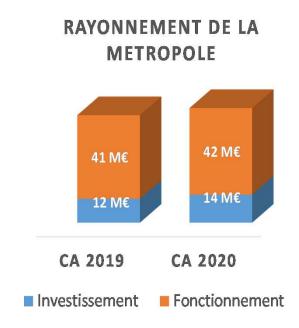
### **ESPACE PUBLIC - VOIRIE**



# Rayonnement de la Métropole, culture, sports, tourisme, jeunesse : 56,1M€ Cette politique représente 6% des politiques métropolitaines.

Les dépenses se répartissent de la manière suivante :

- 25,1M€ au titre de la politique sportive et pour la jeunesse :
  - o Le contrat de PPP du stade Pierre Mauroy pour 9,7M€.
  - o La MEL a soutenu **la politique sportive** au travers du dispositif de fonds de concours à la rénovation des piscines (1,4M€) et des équipements sportifs (3,9M€) ou des dépenses relatives aux équipements métropolitains (le Stadium pour 1,7M€, la piscine des Weppes pour 0,7M€ et la patinoire pour 0,5M€).
  - En 2020, la MEL a poursuivi son soutien au sport de haut niveau et aux évènements sportifs (4,7M€) mais aussi à l'entrée des scolaires aux piscines (1,4M€).
  - Les dépenses de la politique jeunesse s'élèvent à 1,1M€ dont 0,8M€ au titre de fonds d'aide aux jeunes (FAJ).
- 30,3M€ au titre de la politique culturelle et du tourisme :
  - o La MEL participe au **développement de la politique culturelle** pour **8,9M**€ au travers notamment du fonds de concours culturels (5,4M€), de la participation à Lille 3000 (1,3M€), des fabriques culturelles (0,9M€), du dispositif des Belles sorties (0,4M€) ou son soutien aux grandes expositions (0,3M€).
  - o La MEL accompagne **les grandes structures culturelles** pour **8,4M**€ comme la Condition Publique (3,1M€), l'Opéra de Lille (2,3M€), les conservatoires (1,5M€), l'Orchestre National de Lille (1,1M€), le musée de la bataille de Fromelles (0,3M€) et l'Institut du monde arabe (0,2M€).
  - Les dépenses allouées au LAM s'élèvent à 6,8M€.
  - o La MEL soutient le **secteur touristique** pour **6,1M€**, essentiellement composés de subventions versées aux offices de tourisme pour 3,2M€ ainsi que des versements à l'agence d'attractivité Hello Lille pour 2,8M€ mais également par 0,2M€ consacrés à la politique tourisme.

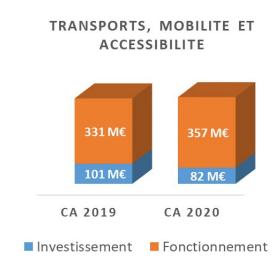


 0,7 M€ dédié à la politique d'attractivité et de rayonnement dont 0,3M€ de contribution à l'Eurométropole et 0,1M€ pour le partenariat avec Saint Louis du Sénégal.

# Transports, mobilité, accessibilité, prévention, sécurité : 438,3M€ Cette politique représente 45% des politiques métropolitaines.

Les dépenses se répartissent de la manière suivante :

- 352,1M€ au titre de la politique d'exploitation du réseau (métro, tram, bus, V'Lille). Ce montant intègre :
  - o la participation versée à l'exploitant pour 322,1M€ (subvention d'exploitation, remboursements de taxes et intégration tarifaire);
  - o des dépenses d'exploitation directes de la MEL pour 12,4M€;
  - o un accord transactionnel d'un montant de 15,1M€ a par ailleurs été trouvé pour résoudre le litige avec KEOLIS portant sur la billettique, cette dépense a été rattachée sur l'exercice 2020.
- 33,7M€ sont dédiés à l'amélioration du réseau avec notamment :
  - o le renouvellement de matériel roulant pour 19M€,
  - les travaux sur les infrastructures pour 8,1M€ (dont 5,4 M€ sur les infrastructures du tramway),
  - o les aménagements du réseau de transports pour 5,6M€,
  - o la modernisation de la signalétique pour 0,6M€, des travaux de **mise en** accessibilité sur le réseau pour 0,4M€.
- 15,2M€ pour la finalisation du déploiement de l'opération de contrôle d'accès des stations de métro.
- 11,2M€ pour le doublement des quais et rames de la ligne 1 du métro.
- 9M€ pour les pôles d'échanges et les parcs relais, dont 5,3M€ pour la création d'un pôle d'échange à la gare de Tourcoing.
- 1,7M€ ont été mobilisés pour développer l'offre du réseau de surface (développement des lianes).



En parallèle, la MEL a poursuivi le développement des modes doux pour 15,2M€. Cette politique est portée principalement par l'aménagement des pistes cyclables pour 6,6M€, des parcs de stationnement pour 5,8M€, des voies vertes pour 1,9M€ et la mise en œuvre des politiques de déplacements pour 0,8M€ (études, enquêtes, animations).

# Gouvernance, territoires, métropole citoyenne et crématoriums: 4,3M€ Cette politique représente 0,4% des politiques métropolitaines.

- 3,2M€ au titre de la politique gouvernance, territoires et métropole citoyenne Les dépenses se répartissent ainsi :
  - L'animation des réseaux inter-territoriaux pour 3M€, notamment à travers le versement d'une subvention à l'Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole (2,1M€) et le Syndicat Mixte pour le Schéma de Cohérence Territoriale de Lille Métropole (SM SCOT, 0,9M€).
  - o La prévention de la délinquance pour 0,08M€.
  - Les actions d'animation des relations avec les usagers et les citoyens pour 0,04M€.
- La gestion et l'entretien des crématoriums a représenté 1,1M€.

Ces dépenses sont affectées aux projets d'aménagement et d'agencement des crématoriums (0,5M€), à leur entretien et aux réparations ainsi qu'aux charges d'exploitation (0,5M€).







1, rue du Ballon CS 50749 59034 LILLE CEDEX

Tél: +33 (0)3 20 21 22 23 Fax: +33 (0)3 20 21 22 99

www.lillemetropole.fr